TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

État du marché du travail au Québec
Bilan de l'année 2009

Québec

TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

État du marché du travail au Québec
Bilan de l'année 2009

Pour tout renseignement concernant l'ISQ
et les données statistiques dont il dispose,
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Ce document a été imprimé sur du papier
contenant 100 % de fibres postconsommation.

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
1er trimestre 2010
ISBN 978-2-550-58531-2 (version imprimée)
ISBN 978-2-550-58530-5 (PDF)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 2008

Toute reproduction est interdite
sans l'autorisation du Gouvernement du Québec, 2009
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Mars 2010

Avant-propos

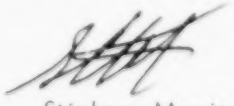
L'État du marché du travail au Québec est une publication annuelle de l'Institut de la statistique du Québec. Le présent document fait le point sur la situation du marché du travail au Québec pour l'année qui vient de prendre fin, soit 2009. Cette situation est mise en perspective avec les tendances observées au cours des dernières années.

L'objectif de cette publication est de répondre aux besoins des personnes qui veulent disposer d'un portrait actuel de l'état du marché du travail et de son évolution récente. Les travailleuses et les travailleurs, les entreprises, les organisations syndicales, les associations professionnelles, les milieux gouvernementaux ainsi que ceux de la recherche y trouveront une analyse statistique pertinente et concise du marché du travail au Québec. Un portrait synthèse sera aussi disponible dans la publication *Les chiffres clés de l'emploi au Québec*, réalisée par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, qui sera diffusée ultérieurement; ce document présentera par ailleurs de l'information plus détaillée sur certains aspects du marché du travail (professions, industries, prestataires de l'aide sociale, etc.) ainsi que des données couvrant une période de vingt ans.

Le présent bilan de l'année 2009 fait ressortir les constats suivants : une baisse de l'emploi au Québec – moindre qu'au Canada – qui affecte surtout les hommes, les travailleurs à temps plein, la région de Montréal, l'industrie du transport et de l'entreposage ainsi que celle de l'hébergement et de la restauration.

L'Institut de la statistique du Québec tient à remercier toutes les personnes qui ont contribué aux diverses étapes de cette publication, notamment les membres de son personnel, les personnes-ressources de Statistique Canada ainsi que les répondants de l'Enquête sur la population active. L'Institut remercie également le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, plus particulièrement Emploi-Québec, pour sa collaboration et ses précieux commentaires.

Le directeur général,



Stéphane Mercier

Remerciements

Cette brochure a été réalisée par :	Jean-Marc Kilolo-Malambwe
La coordination a été assurée par :	Julie Rabemananjara
Direction des statistiques du travail et de la rémunération :	Christiane Lamarre, directrice
Avec la collaboration de :	Sandra Gagnon, Nicole Descroisselles, Gabrielle Tardif et Pierre Lachance

L'Institut tient également à remercier André Grenier d'Emploi-Québec pour les précieux commentaires.

Pour tout renseignement concernant le contenu de cette brochure, s'adresser à :

Direction des statistiques du travail
et de la rémunération
Institut de la statistique du Québec
1200, avenue McGill College, bureau 400
Montréal (Québec) H3B 4J8

Téléphone : 514 876-4384
Télécopieur : 514 876-1767
Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Avertissements :

À moins d'une mention particulière, les mots *employé, chômeur*, etc., font indifféremment référence au masculin et au féminin.

Signe conventionnels

Ce rapport utilise les symboles suivants :

... N'ayant pas lieu de figurer

Table des matières

État du marché du travail au Québec
Bilan de l'année 2009

Les principaux indicateurs 9

La création d'emplois en 2009 9

La création d'emplois selon les industries 10

La création d'emplois selon diverses caractéristiques 17

La population active et le taux de chômage 21

Le taux d'activité et le taux d'emploi 24

La rémunération et les heures de travail 27

La situation dans les régions administratives 29

La création d'emplois 29

Le taux de chômage et le taux d'emploi 31

La situation au Canada 34

Le Québec comparé avec l'ensemble du Canada 34

La situation des autres provinces 38

Les perspectives pour 2010 40

Une approche différente 41

Organigramme de la population active au Québec en 2009 44

Liste des tableaux et figures

Liste des tableaux

Tableau 1
Emploi par industrie au Québec, 2009 14

Tableau 2
Emploi selon le sexe, le groupe d'âge et le régime de travail, Québec, 2009 20

Tableau 3
Emploi et taux de chômage au Canada et dans les provinces, 2009 36

Portrait du marché du travail au Québec en 2009, variation décembre à décembre, données désaisonnalisées 42

Liste des figures

Figure 1
L'emploi évolue en dents de scie en 2009 10

Figure 2
En 2009, pour la première fois depuis 1992, l'emploi baisse dans le secteur des services 11

Figure 3
L'emploi continue de progresser dans les soins de santé et l'assistance sociale 13

Figure 4
Chez les 25-54 ans, les soins de santé et l'assistance sociale occupent maintenant le deuxième rang 16

Figure 5
Le taux de chômage augmente de 1,3 point en 2009 et passe à 8,5 % 22

Figure 6
L'écart le plus important entre les taux de chômage féminin et masculin est observé en 2009 23

Figure 7
Les taux d'activité et d'emploi des hommes baissent plus que ceux des femmes 25

Figure 8
Les taux d'activité et d'emploi des 55 ans et plus atteignent de nouveaux sommets 25

Figure 9
L'écart salarial entre hommes et femmes s'accroît en 2009 28

Figure 10
Montréal et Lanaudière sont les seules régions à connaître une variation de plus de 10 000 emplois en 2009 30

Figure 11
La région de la Capitale-Nationale affiche toujours en 2009 le plus bas taux de chômage au Québec 31

Figure 12
Le taux de chômage diminue dans trois régions en 2009 32

Figure 13
L'indice de l'emploi montre une réduction de l'écart entre le Canada et le Québec en 2009 34

État du marché du travail au Québec
Bilan de l'année 2009

L'*État du marché du travail au Québec* est une brochure annuelle de l'Institut de la statistique du Québec qui a vu le jour en 2007. Son objectif est de présenter un bilan de la situation du marché du travail au Québec pour l'année qui vient de se terminer, en l'occurrence 2009, et de son évolution par rapport à 2008. Ce bilan est également mis en perspective avec les tendances observées au cours des dernières années.

Ce document comporte plusieurs sections. Les principaux indicateurs tels que l'emploi, la population active, le chômage ainsi que les taux de chômage, d'activité et d'emploi seront d'abord présentés. La création d'emplois fera aussi l'objet d'une analyse en fonction de diverses caractéristiques : Quels secteurs ont généré des emplois et lesquels ont subi des pertes? Les nouveaux emplois sont-ils à temps plein ou à temps partiel? La création nette d'emplois profite-t-elle aux hommes, aux femmes, aux 15-24 ans, aux 25-54 ans ou aux 55 ans et plus? Par la suite, l'évolution des conditions de travail que sont la rémunération horaire et les heures hebdomadaires habituelles de travail sera abordée de façon succincte. Puis, sera fourni un bref portrait du marché du travail selon les régions administratives. Enfin, la situation du marché du travail au Québec sera comparée avec celle qui existe au Canada, tandis qu'un survol de la situation dans les autres provinces sera fait.

Les données présentées dans ce document proviennent essentiellement de l'Enquête sur la population active (EPA)[1] de Statistique Canada. Dans la présente analyse, les données annuelles de l'emploi et des autres indicateurs du marché du travail sont des moyennes des douze mois de l'année

1. L'Enquête sur la population active est une enquête mensuelle réalisée auprès des ménages.

et les variations annuelles établissent la comparaison avec les moyennes des douze mois de l'année précédente. Des résultats selon une approche différente sont présentés dans un encart à la fin de cette publication; ils portent sur la variation des données désaisonnalisées du mois de décembre 2009 par rapport à celles du mois de décembre de l'année précédente, soit 2008 dans le cas présent.

Les principaux indicateurs

La création d'emplois en 2009

L'emploi a subi une baisse en 2009

À l'instar de la majorité des économies avancées, le Québec a connu une récession en 2009. Celle-ci a entraîné un recul net de l'emploi de 37 500, soit une baisse de 1 % (3 844 200). Toutefois, cette perte d'emplois est moins importante que ce qui a été observé au cours des deux récessions précédentes : en 1982, l'emploi avait régressé de 151 100 (– 5,4 %), alors qu'en 1991 et 1992, il avait diminué respectivement de 55 900 (– 1,8 %) et 45 800 (– 1,5 %). Le repli de l'emploi s'est poursuivi jusqu'en 1993 (– 7 700; – 0,3 %).

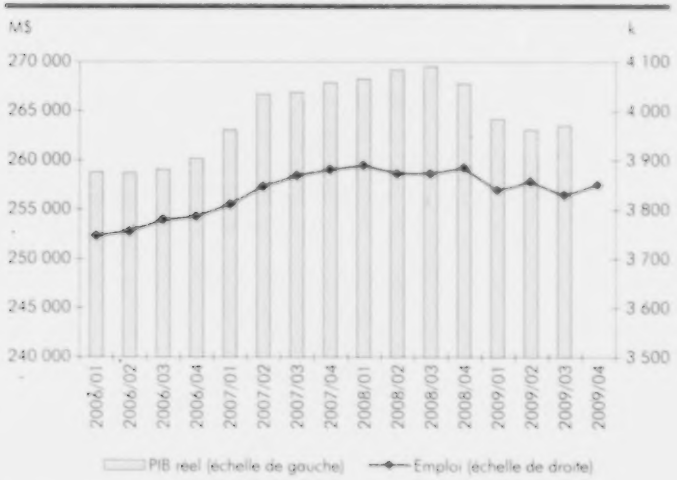
Selon la figure 1, le PIB a amorcé sa chute à partir du dernier trimestre de 2008 (– 0,7 %). Il a baissé plus fortement au premier trimestre 2009 (– 1,4 %) qu'au deuxième (– 0,4 %)[2], avant de remonter au troisième trimestre (+ 0,2 %). La moyenne des trois premiers trimestres de 2009 affiche une baisse de 2,1 % par rapport à la même période de 2008. En ce qui concerne l'emploi, il a connu une évolution en dents de scie : l'année 2009 a débuté par un fort recul de l'emploi, le premier trimestre affichant une perte de 45 300 emplois (– 1,2 %) par rapport au dernier trimestre de 2008. Par contre, le second trimestre (+ 17 400; + 0,5 %) montre une hausse, qui cède le pas à un repli au troisième trimestre (– 28 200; – 0,7 %). La situation s'améliore au cours du quatrième trimestre, alors qu'un gain de 22 900 emplois est constaté (+ 0,6 %).

L'évolution du PIB est fonction des variations combinées de ses composantes à chaque trimestre. Ainsi, malgré l'amélioration notée au chapitre du solde du commerce extérieur, le recul de la demande intérieure finale, combiné avec la forte baisse des stocks, entraîne une baisse de la croissance globale au premier trimestre. Par ailleurs, la faiblesse de la demande intérieure finale, ajoutée à la détérioration du commerce extérieur, explique le recul du PIB au deuxième trimestre. Quant au troisième trimestre, la croissance est due essentiellement à la demande

2. Au Québec, la récession a commencé au 4e trimestre 2008 et a été officiellement annoncée au 1er trimestre 2009. En effet, on ne parle de récession que lorsque le PIB réel chute au cours de deux trimestres consécutifs.

intérieure finale, qui affiche une croissance robuste, après trois trimestres de croissance faible ou négative, tandis que l'évolution du commerce extérieur freine la croissance globale.

Figure 1
L'emploi évolue en dents de scie en 2009[1]

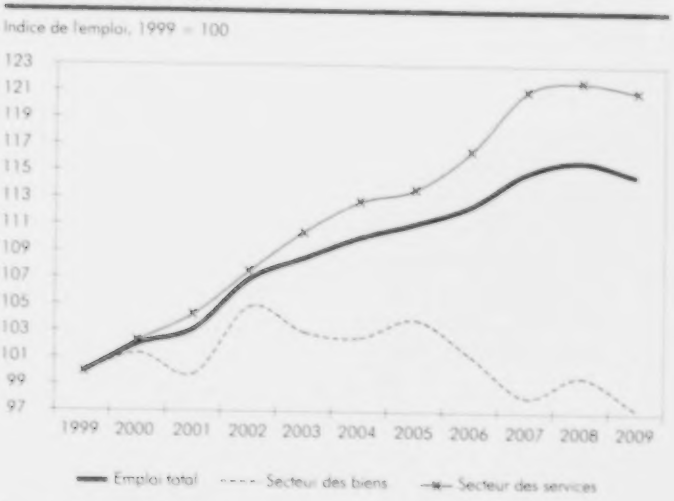


1. Moyennes calculées à partir des données mensuelles désaisonnalisées.
Sources : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

La création d'emplois selon les industries

La récession qu'a connue le Québec en 2009 s'est traduite par une baisse plus importante de l'emploi dans le secteur des biens (– 21 800; – 2,5 %) que dans celui des services (–15 600; – 0,5 %) (voir figure 2). À cet effet, l'année 2009 se distingue des années précédentes : c'est la première fois depuis 1992 et seulement la troisième fois depuis 1976 qu'une décroissance de l'emploi est notée dans le secteur des services. Cette baisse met donc fin à 16 années de croissance consécutives dans ce secteur. Le secteur des biens, pour sa part, qui est en baisse depuis 2006, continue de perdre des emplois malgré un sursaut en 2008. Depuis 1976, le secteur des biens a connu 15 mouvements à la

Figure 2
En 2009, pour la première fois depuis 1992, l'emploi baisse dans le secteur des services



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

baisse. Les pertes subies cette année se rapprochent de celles de 2006 (– 24 800; – 2,7 %) et 2007 (– 29 000; – 3,2 %), mais demeurent de loin inférieures à celles de 1982 (– 88 700; – 10,2 %) et 1991 (– 69 400; – 7,5 %).

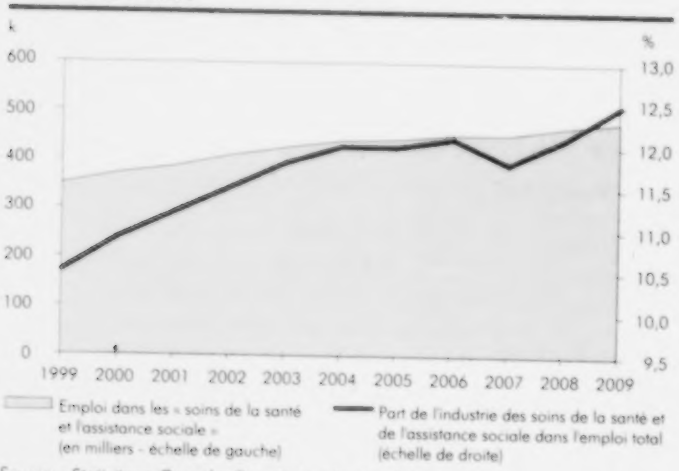
Le repli de l'emploi ne s'observe pas dans toutes les industries en 2009, certaines ayant créé de nouveaux emplois (voir tableau 1). Sur les 15 industries analysées, 6 connaissent une croissance de l'emploi, 8 subissent des pertes alors qu'une industrie affiche une relative stabilité (variation de 1 000 emplois ou moins).

Deux industries subissent des pertes de plus de 13 000 emplois

Avec des pertes d'emplois respectives de 16 300 et 13 600 en 2009, l'industrie du transport et de l'entreposage ainsi que celle de l'hébergement et des services de restauration sont les plus touchées au Québec. Dans ces deux industries, ce sont surtout des emplois à temps plein qui ont été perdus : 13 700 dans le transport et l'entreposage (soit 84,0 % des pertes totales de l'industrie) et 8 500 dans l'hébergement et les services de restauration (62,5 %). Toutefois, cette vue d'ensemble occulte des évolutions contrastées à l'intérieur de ces deux industries. En effet, à l'image du transport par camion (– 17 000) et de l'entreposage (– 3 400), plusieurs activités de transport voient leur effectif diminuer; pourtant, la sous-industrie du transport de tourisme, d'agrément et des activités de soutien au transport s'est enrichie de 8 100 employés. Dans le transport et l'entreposage, les pertes d'emplois n'affectent que les hommes (– 16 900), alors que dans l'hébergement et les services de restauration, l'emploi des femmes (– 7 900) et celui des hommes (– 5 600) chutent dans une même proportion, soit 5,5 %. Dans cette dernière industrie, il se perd des emplois dans toutes les classes d'âge : les 15 à 24 ans (– 5 100; – 5,1 %), les 25 à 54 ans (– 4 800; – 4,0 %) et les 55 ans et plus (– 3 700; – 15,3 %). Il en est de même dans le transport et l'entreposage, où la classe la plus active sur le marché du travail, celle des 25 à 54 ans (– 8 100; – 5,9 %), se tire mieux d'affaire que les plus jeunes (– 4 900; – 36,3 %) et les plus âgés (– 3 300; – 9,4 %).

À l'opposé, le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale, troisième en importance en termes d'emplois au Québec, a connu une croissance de 11 300 emplois en 2009; cette croissance est cependant inférieure à celle enregistrée en 2008 (+ 15 400 emplois). La situation de l'emploi dans les soins de santé demeure relativement stable, la croissance étant imputable à l'assistance sociale. À l'intérieur des soins de santé, on constate un recul de l'emploi à la fois dans les services de soins ambulatoires (– 5 300) et les établissements de soins infirmiers et de soins pour bénéficiaires internes (– 4 100); ces baisses sont contrebalancées par une hausse de l'emploi dans les hôpitaux (+ 8 800). Les gains d'emplois dans l'industrie des soins de santé et de l'assistance sociale sont notés pour l'emploi à temps plein (+ 17 600) alors que l'emploi à temps partiel diminue (– 6 300). Les femmes, qui forment les quatre cinquièmes de la main-d'œuvre de cette

Figure 3
L'emploi continue de progresser dans les soins de santé et l'assistance sociale



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

industrie, voient leur emploi augmenter (+ 15 300), tandis que celui des hommes recule (– 4 000). Quant aux groupes d'âge, la hausse profite uniquement aux 25-54 ans (+ 18 200), aux dépens des 15-24 ans (– 4 700) et des 55 ans et plus (– 2 300). En 2009, la part de l'industrie des soins de santé et de l'assistance sociale dans l'emploi total au Québec a augmenté de 0,4 point de pourcentage par rapport à 2008, et de 2,0 points par rapport à 1999; elle s'établit à 12,5 % (voir figure 3).

À l'instar des soins de santé et de l'assistance sociale, les services professionnels, scientifiques et techniques ont contribué à atténuer les baisses d'emplois au Québec en 2009, avec une hausse identique à celle observée en 2008 (+ 8 900). Les emplois créés sont majoritairement à temps partiel (+ 5 400 contre + 3 300 pour l'emploi à temps plein). La création nette d'emplois dans cette industrie a profité exclusivement aux hommes (+ 11 700), les femmes ayant perdu 2 900 emplois. Les 55 ans et plus (+ 6 200) et les 15-24 ans (+ 4 200) sont les groupes qui bénéficient de la hausse en 2009, tandis que les 25-54 ans (– 1 500) perdent des emplois. La part de cette industrie dans l'emploi total a ainsi atteint 7,1 % en 2009; cette industrie occupe toujours le quatrième rang sur ce plan.

Tableau 1
Emploi par industrie au Québec, 2009

	Niveau	Variation	
	2009	2009	2008
	k	k	
Total (les deux industries)	**3 844,2**	**-37,5**	**30,0**
Industrie des biens	**864,6**	**-21,8**	**14,3**
Secteur primaire	87,4	-6,8	-6,9
Services publics	34,6	1,7	0,6
Construction	210,5	-5,3	20,3
Fabrication	532,2	-11,4	0,4
Secteur des services	**2 979,6**	**-15,6**	**15,6**
Commerce	626,3	1,7	-21,4
Transport et entreposage	169,7	-16,3	7,6
Finance, assurances, immobilier et location	224,1	-6,5	-1,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	274,5	8,9	8,9
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	141,7	4,8	-10,5
Services d'enseignement	259,2	2,7	-2,8
Soins de santé et assistance sociale	481,9	11,3	15,4
Information, culture et loisirs	172,0	-2,8	2,9
Hébergement et services de restauration	231,1	-13,6	8,2
Autres services	175,5	-0,3	-0,9
Administrations publiques	223,7	-5,4	9,3

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

Après une stagnation en 2008, la fabrication recule

L'industrie de la fabrication a subi en 2009 des pertes d'emplois se chiffrant à 11 400. Après une stabilité en 2008, l'industrie des biens non durables affiche une hausse de 2 500 emplois, tandis que l'industrie des biens durables perd 13 900 emplois. Si la majorité des sous-industries de fabrication ont dû se défaire d'une partie de leur main-d'œuvre, une création nette d'emplois est tout de même observée dans quatre sous-industries : la fabrication d'aliments (+ 9 200), la fabrication de produits en caoutchouc et en plastique (+ 6 300), la fabrication de machines (+ 4 100) et enfin, la fabrication de matériel de transport autre que des véhicules automobiles, des carrosseries, des remorques et des pièces (+ 5 000). Les

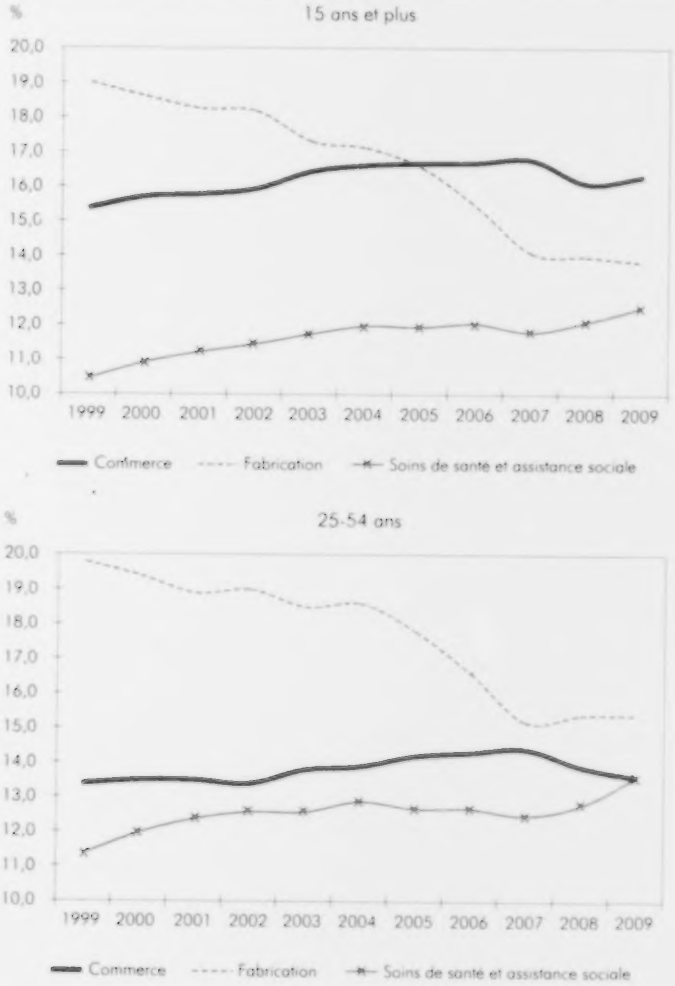
baisses observées concernent moins les femmes (– 2 800) que les hommes (– 8 600); ceux-ci sont d'ailleurs fortement majoritaires dans ces sous-industries.

L'emploi des 55 ans et plus (+ 7 600) augmente, alors que chez les 25-54 ans (– 6 200) et les 15-24 ans (– 12 800) un recul est noté. La part de la fabrication dans l'emploi total régresse de 0,2 point de pourcentage en 2009, à 13,8 %; cette industrie occupe toujours la deuxième place sur ce plan.

Par ailleurs, le secteur de la construction, qui est un moteur de la croissance de l'emploi depuis plusieurs années, a perdu 5 300 emplois en 2009, après un gain de 20 300 en 2008. Quant au secteur du commerce, l'emploi a légèrement repris (+ 1 700), tandis que des pertes (– 21 400) étaient constatées en 2008.

En examinant attentivement le groupe d'âge le plus actif sur le marché du travail, soit les 25-54 ans, on s'aperçoit que, pour la première fois depuis le début de la période analysée (1999), le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale (368 700 emplois) a ravi au commerce (367 100 emplois) la deuxième place en termes d'emplois dans cette tranche d'âge, la fabrication demeurant bonne première (415 800 emplois). Ces effectifs représentent respectivement 13,6 %, 13,6 % et 15,4 % de l'ensemble des employés de 25-54 ans (voir figure 4). Le fait pour le secteur du commerce d'être relégué à la troisième place pour ce groupe d'âge résulte de l'effet combiné d'une baisse de 15 000 emplois dans cette industrie et d'une hausse de 18 200 emplois dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale. Il faut noter que les 15-24 ans occupent une part importante des emplois de l'industrie du commerce.

Figure 4
Chez les 25-54 ans, les soins de santé et l'assistance sociale occupent maintenant le deuxième rang



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

La création d'emplois selon diverses caractéristiques[3]

L'emploi augmente chez les travailleurs autonomes, tandis qu'il baisse chez les employés

L'emploi recule de 1,8 % (– 59 700) chez les employés en 2009, après une hausse de 1,2 % en 2008. Il s'agit là d'un renversement par rapport à la tendance haussière notée dans ce groupe depuis 1997 au chapitre de l'emploi. Chez les travailleurs autonomes, l'emploi fait un bond de 4,1 % (+ 22 300), après un repli de 1,8 % en 2008.

Alors qu'en 2008 le rythme de croissance de l'emploi salarié était identique dans les secteurs public et privé (+ 1,2 %), le recul de l'emploi constaté en 2009 est plus important dans le secteur privé (– 2,1 %) que dans le secteur public (– 0,8 %). C'est la seconde fois au cours de la période 1999-2009 qu'une baisse est observée, tant dans le secteur privé que dans le secteur public. Toutefois, les pertes d'emplois sont plus nombreuses en 2009 : le secteur public voit disparaître 6 100 emplois comparativement à 2 600 en 2006; pour sa part, le secteur privé perd 53 700 emplois en 2009 contre 6 100 en 2005. Il faut remonter jusqu'en 1992 pour noter des reculs de cet ordre dans le secteur privé (– 55 200) et jusqu'en 1998 en ce qui concerne le secteur public (– 9 200).

Tandis qu'il s'est créé 31 500 emplois non syndiqués en 2008, il s'en est perdu 48 700 en 2009, ce qui représente un repli de 2,4 %. Les pertes sont moins importantes du côté des emplois syndiqués (– 11 000; – 0,8 %). Le taux de couverture syndicale s'est ainsi établi à 39,8 % en 2009, en hausse de 0,4 point de pourcentage par rapport à 2008. Après une croissance en 2008 (+ 51 300), l'emploi permanent recul de 30 100 en 2009, soit une baisse de 1,0 %. Depuis 2007, l'emploi temporaire se replie chaque année : la baisse la plus forte est observée en 2009 (– 29 600 emplois); il s'agit d'un recul de 6,5 % par rapport à 2008.

3. Voir le tableau 2.

Plus de 9 pertes d'emplois sur 10 concernent les hommes

Les hommes sont plus affectés par les baisses d'emplois (– 34 800; – 1,7 %); leurs pertes représentent 92,8 % des pertes totales. Pour leur part, les femmes ont perdu 2 700 emplois (– 0,1 %). Il faut souligner que deux des trois secteurs les plus sévèrement touchés ont une main-d'œuvre très masculine : les hommes forment 71,2 % des employés des industries de la fabrication et 75,4 % de ceux du transport et de l'entreposage.

L'emploi a subi un recul significatif chez les 15-24 ans (– 30 600; – 5,4 %) et les 25-54 ans (– 37 300; – 1,4 %), alors que les 55 ans et plus tirent leur épingle du jeu avec une croissance de l'emploi de 30 500 (+ 5,4 %). Ces derniers renforcent ainsi leur présence sur le marché du travail : leur part dans l'emploi total s'établit à 15,5 %, ce qui représente un gain de 0,9 point de pourcentage par rapport à 2008. En fait, les 55 ans et plus n'ont jamais été aussi présents en proportion depuis le début de la série chronologique en 1976, ce qui va dans le sens de l'évolution démographique (vieillissement de la population et de la main-d'œuvre en général). Quant à la part des plus jeunes et celle des 25-54 ans, elles se rétractent respectivement de 0,7 point (14,0 %) et de 0,3 point (70,4 %). Fait important à noter en 2009 : c'est la première fois depuis 1976 que les 55 ans et plus (597 200) surpassent les jeunes (539 900) au chapitre de l'emploi.

Les emplois à temps plein diminuent massivement

Pour l'ensemble du Québec, en 2009, l'emploi à temps plein a reculé de 1,0 % (– 32 300 emplois), et l'emploi à temps partiel, de 0,7 % (– 5 100). Le taux de présence de l'emploi à temps partiel reste relativement stable par rapport aux deux années précédentes : il s'établit à 18,7 %, en hausse de 0,1 point par rapport à 2008.

Chez les femmes, on note un gain de 2 200 emplois à temps plein (+ 0,2 %) et une perte de 4 900 emplois à temps partiel (– 1,0 %); cela aboutit à un recul modéré de l'emploi (– 2 700). Chez les hommes, par contre, il s'agit presque exclusivement de pertes d'emplois à temps plein (– 34 600; – 1,9 %). L'analyse selon l'âge et le régime de travail révèle que les pertes d'emplois chez les 15-24 ans

et les 25-54 ans s'observent principalement dans l'emploi à temps plein (respectivement – 25 100 et – 30 100 emplois). Chez les 55 ans et plus cependant, il s'est créé plus d'emplois à temps plein (+ 22 800) que d'emplois à temps partiel (+ 7 700).

Tableau 2
Emploi selon le sexe, le groupe d'âge et le régime de travail[1], Québec, 2009

	2009	Variation 2008-2009		Part du groupe dans l'emploi total - 2009
	k	k	%	%
Emploi				
Ensemble	3 844,2	-37,5	-1,0	...
Femmes	1 854,0	-2,7	-0,1	48,2
Hommes	1 990,2	-34,8	-1,7	51,8
15-24 ans	539,9	-30,6	-5,4	14,0
25-54 ans	2 707,1	-37,3	-1,4	70,4
55 ans et plus	597,2	30,5	5,4	15,5
Emploi à temps plein	3 125,7	-32,3	-1,0	81,3
Emploi à temps partiel	718,5	-5,1	-0,7	18,7
Femmes				
15-24 ans	272,1	-11,2	-4,0	14,7
25-54 ans	1 314,6	0,2	0,0	70,9
55 ans et plus	267,3	8,3	3,2	14,4
Hommes				
15-24 ans	267,8	-19,4	-6,8	13,5
25-54 ans	1 392,5	-37,5	-2,6	70,0
55 ans et plus	329,9	22,2	7,2	16,6
Emploi à temps plein				
Femmes	1 377,2	2,2	0,2	44,1
Hommes	1 748,4	-34,6	-1,9	55,9
15-24 ans	268,7	-25,1	-8,5	8,6
25-54 ans	2 399,8	-30,1	-1,2	76,8
55 ans et plus	457,2	22,8	5,2	14,6
Emploi à temps partiel				
Femmes	476,8	-4,9	-1,0	66,4
Hommes	241,8	-0,1	0,0	33,7
15-24 ans	271,2	-5,6	-2,0	37,7
25-54 ans	307,4	-7,2	-2,3	42,8
55 ans et plus	140,0	7,7	5,8	19,5

1. En raison de l'arrondissement des données, la somme des parties ne correspond pas nécessairement au total.
... N'ayant pas lieu de figurer.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Traitement : Institut de la statistique du Québec.

La population active et le taux de chômage

Le taux de chômage augmente en 2009

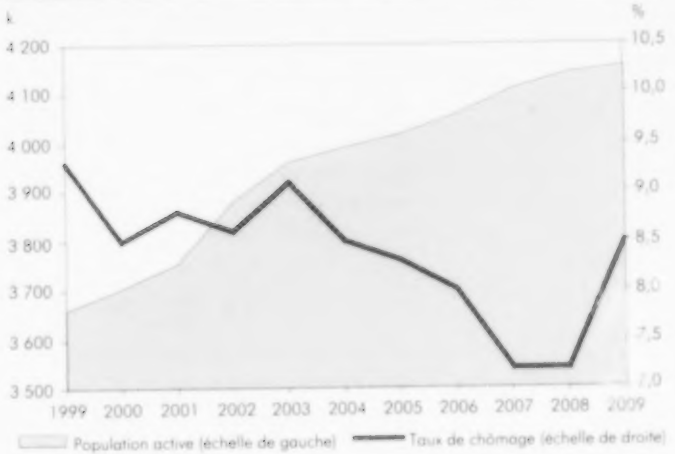
En 2009, 14 500 personnes se sont ajoutées à la population active du Québec, une hausse de 0,3 %; cette augmentation a permis à la population active d'atteindre un nouveau sommet, soit de 4 199 400 personnes (voir figure 5). L'augmentation de la population active est uniquement observée au deuxième trimestre (+ 42 300), un repli étant noté aux trois autres. Le recul le plus important est survenu au troisième trimestre (– 20 300); le premier trimestre affiche le deuxième recul en importance (– 15 900), tandis que la baisse la plus faible concerne le quatrième trimestre (– 4 600).

Le taux de chômage au Québec se hisse à 8,5 % en 2009, à la suite d'une hausse de 1,3 point de pourcentage. Cette augmentation résulte du fléchissement de l'emploi (– 1,0 %) et de la croissance de la population active (+ 0,3 %). Le nombre d'emplois perdus (– 37 500) est, en valeur absolue, plus élevé que le nombre de personnes qui s'ajoutent à la population active (+ 14 500). L'évolution du taux de chômage montre des hausses respectives de 0,7, 0,5 et 0,2 point de pourcentage aux trois premiers trimestres de 2009; le quatrième trimestre se solde pour sa part par une baisse de 0,6 point.

Davantage de femmes (+ 11 000; + 0,6 %) que d'hommes (+ 3 500; + 0,2 %) se sont ajoutés à la population active québécoise en 2009. Quoi qu'il en soit, les hommes demeurent majoritaires dans la population active, avec une proportion très proche de celle de 2008 (52,6 %). On constate cependant que les femmes sont de plus en plus présentes sur le marché du travail (47,4 %) : leur part au sein de la population active était de 35,8 % en 1976 et de 44,8 % en 1999.

Pour la première fois depuis 1976, le nombre des 55 ans et plus faisant partie de la population active est supérieur à celui des 15-24 ans. En effet, alors que le nombre de ces derniers et celui des 25-54 ans reculent (respectivement – 11 800 et – 12 100), celui des 55 ans et plus augmente (+ 38 400). Ainsi, au sein de la population active de 2009, un peu moins de 7 personnes sur 10 sont âgées de 25 à 54 ans, 15,2 % ont entre 15 et 24 ans et 15,4 % appartiennent

Figure 5
Le taux de chômage augmente de 1,3 point en 2009 et passe à 8,5 %

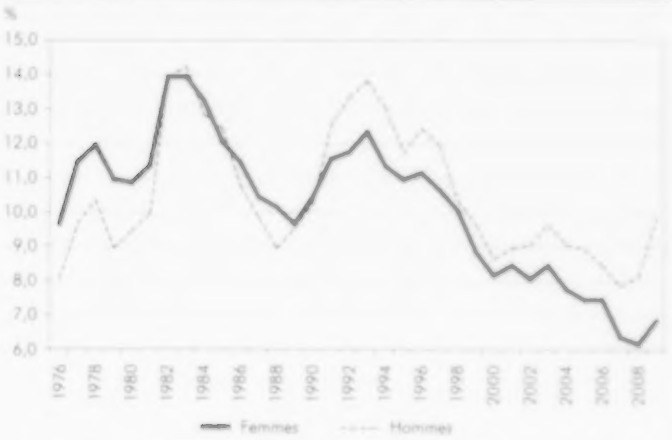


Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

au groupe des 55 ans et plus. Force est de constater la progression constante des 55 ans et plus, tant sur le plan de l'emploi que sur celui de la population active; les prochaines années pourraient venir confirmer cette tendance, en lien avec l'évolution démographique.

La ventilation du taux de chômage selon le sexe indique une plus grande augmentation chez les hommes (+ 1,7 point; 9,9 %) que chez les femmes (+ 0,7 point; 6,9 %). C'est le recul de l'emploi plus fort chez les hommes que chez les femmes qui explique cette situation, la population active ayant augmenté plus faiblement chez les premiers. Le nombre de chômeurs de sexe masculin s'accroît de 38 200 (+ 21,2 %), comparativement à 13 700 (+ 11,1 %) chez les femmes. Depuis 1991, le taux de chômage féminin est toujours inférieur au taux masculin et l'année 2009 présente le plus grand écart entre les sexes, soit de 3,0 points de pourcentage (voir figure 6).

Figure 6
L'écart le plus important entre les taux de chômage féminin et masculin est observé en 2009



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

En 2009, le taux de chômage augmente dans tous les groupes d'âge; l'accroissement le plus important est constaté chez les plus jeunes, soit de 3,2 points de pourcentage (15,3 %). Les deux autres groupes affichent une hausse similaire : le taux augmente de 0,9 point chez les 25-54 ans et de 0,8 point chez les 55 ans et plus. Depuis le début de la série chronologique (1976), le taux de chômage des 15-24 ans est supérieur aux taux des deux autres groupes d'âge (respectivement 7,2 % et 7,6 % en 2009).

Le taux d'activité et le taux d'emploi

L'écart entre les taux d'activité masculin et féminin est à son plus bas depuis 1976

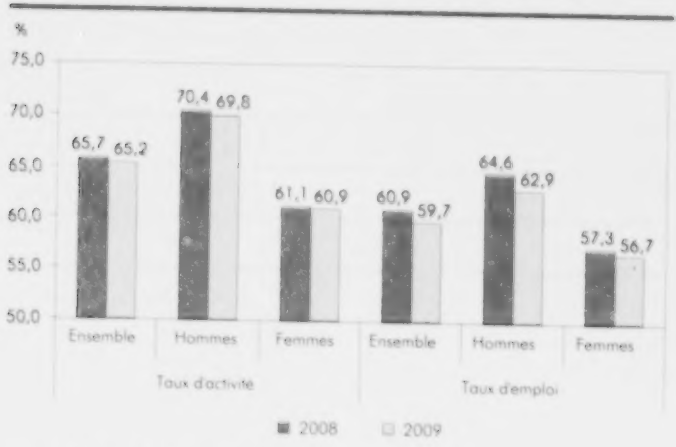
Le taux d'activité, qui se définit comme la proportion de la population âgée de 15 ans et plus en emploi ou à la recherche active d'un emploi, a baissé de 0,5 point de pourcentage en 2009 (65,2 %). Le taux d'activité des hommes a régressé pour une sixième année consécutive; de fait, il a perdu 0,6 point de pourcentage pour s'établir à 69,8 %. Pour sa part, le taux d'activité féminin interrompt sa croissance observée depuis trois ans et baisse à 60,9 %, un recul de 0,2 point. En 2009, l'écart entre les taux d'activité masculin et féminin est à son plus bas depuis 1976 (début de la série chronologique); il s'établit à 8,9 points, soit 0,4 point de moins qu'en 2008 (voir figure 7).

En 2009, le taux d'activité des plus âgés s'est accru de 0,9 point pour atteindre 30,7 %, un sommet jamais atteint depuis le début de la série chronologique. Chez les 15-24 ans et les 25-54 ans, les taux d'activité ont régressé respectivement de 1,5 et 0,2 point, pour se fixer à 66,2 % et 86,6 % (voir figure 8).

En ce qui a trait au taux d'emploi, soit la proportion de la population âgée de 15 ans et plus qui occupe un emploi, une baisse de 1,2 point de pourcentage est constatée en 2009; le taux se fixe ainsi à 59,7 %. Il faut remonter jusqu'en 1992 pour observer une baisse de cet ordre (– 1,3 point). Le taux d'emploi des hommes a perdu 1,7 point en 2009 pour s'établir à 62,9 %, tandis que le taux d'emploi féminin a baissé moins fortement, soit de 0,6 point (56,7 %). Quoique toujours à l'avantage des hommes, l'écart entre les taux d'emploi masculin et féminin a atteint un creux en 2009 : il s'établit à 6,2 points, son niveau le plus bas depuis 1976.

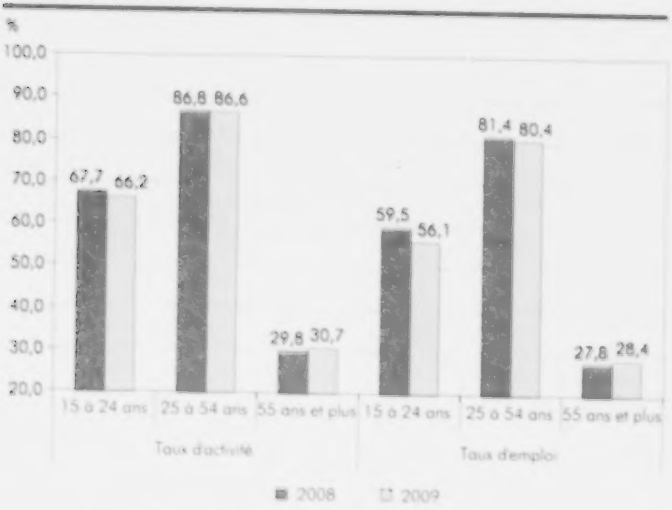
L'évolution du taux d'emploi au sein des différents groupes d'âge est semblable à celle du taux d'activité : en 2009, le taux d'emploi des 55 ans et plus a augmenté, alors qu'un recul est noté du côté des 15-24 ans et des 25-54 ans. La variation du taux d'emploi des plus âgés (+ 0,6 point) est plus modeste que celle de leur taux d'activité (+ 0,9 point). Par contre, pour chacun des deux autres groupes d'âge, la réduction de leur taux d'emploi (– 3,4 points pour les

Figure 7
Les taux d'activité et d'emploi des hommes baissent plus que ceux des femmes



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

Figure 8
Les taux d'activité et d'emploi des 55 ans et plus atteignent de nouveaux sommets



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

15-24 ans; – 1,0 point pour les 25-54 ans) est plus importante que celle de leur taux d'activité (– 1,5 point pour les 15-24 ans; – 0,2 point pour les 25-54 ans). Ainsi, le taux d'emploi s'établit à 56,1 % chez les 15-24 ans, à 80,4 % chez les 25-54 ans et enfin, à 28,4 % chez les 55 ans et plus.

La rémunération et les heures de travail

L'écart de rémunération horaire entre les deux sexes s'accroît en 2009

Les données présentées sur la rémunération et les heures de travail sont basées sur les employés seulement; elles ne prennent donc pas en considération les travailleurs autonomes. Les heures de travail font référence à la semaine habituelle de travail à l'emploi principal.

En 2009, l'augmentation nominale du salaire horaire moyen des employés québécois par rapport à 2008 a été de 3,8 % (+ 0,77 $; 20,80 $). Il s'agit du taux de croissance le plus élevé des dix dernières années[4]. Cette hausse est plus importante que celle de l'IPC qui a été de 0,7 % en 2009. Entre 1999 et 2009, la rémunération horaire moyenne a crû de 32,3 % (+ 5,08 $).

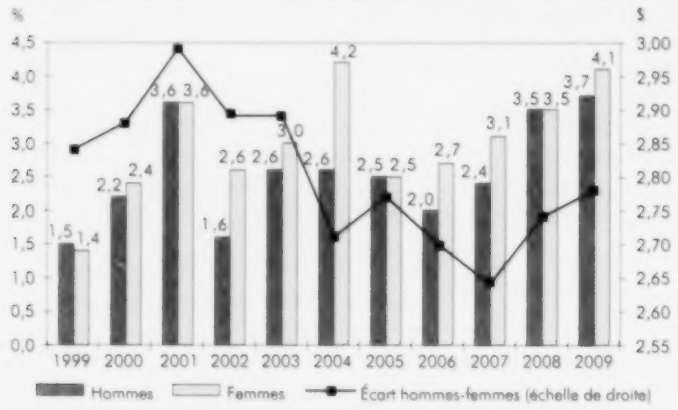
Chez les femmes, la rémunération horaire a augmenté plus vite (+ 4,1 %) que chez les hommes (+ 3,7 %) (voir figure 9). Toutefois, l'augmentation en valeur absolue est légèrement plus importante chez ces derniers (+ 0,80 $; 22,19 $) que chez les femmes (+ 0,76 $; 19,41 $). L'écart de rémunération horaire entre les sexes, exprimé en dollars, s'est donc accru en 2009, pour s'établir à 2,78 $, toujours à l'avantage des hommes.[5]

En 2009, la croissance de la rémunération horaire la plus forte parmi les groupes d'âge est notée chez les 25-54 ans (+ 4,1 %; 22,54 $); les 15-24 ans (+ 3,8 %; 12,18 $) arrivent au second rang à ce chapitre, tandis que les 55 ans et plus ferment la marche avec une augmentation de 0,12 %

4. En période de récession, on pourrait penser que les augmentations salariales sont moins élevées et, à partir de là, que le taux de croissance de la rémunération horaire est moins important. Or, plusieurs facteurs peuvent influencer à la hausse la rémunération moyenne. Le taux général du salaire minimum a connu une augmentation notable en 2009, passant de 8,50 $ à 9,00 $ l'heure le 1er mai. De plus, certains employeurs peuvent tout de même avoir octroyé de bonnes augmentations salariales, afin de fidéliser leurs employés, surtout dans des contextes de pénurie de main-d'œuvre. Finalement, quand il y a des mises à pied, ce sont habituellement les derniers embauchés qui perdent leur emploi en premier; or, les moins expérimentés ont habituellement un revenu de travail inférieur à ceux qui sont plus expérimentés. On remarque d'ailleurs que les jeunes ont perdu beaucoup d'emplois en 2009, tandis que l'emploi des aînés (plus expérimentés) était en hausse. Dans un même ordre d'idées, les emplois plus qualifiés étaient en hausse en 2009, tandis que les emplois moins qualifiés affichaient une baisse.

5. L'écart salarial entre les hommes et les femmes est souvent exprimé sous forme de ratio (salaire des femmes par rapport à celui des hommes en pourcentage). En 2009, ce ratio a augmenté de 0,3 point, pour atteindre 87,5 %. Il s'agit du plus haut niveau atteint depuis le début de la série chronologique (1997).

Figure 9
L'écart salarial entre hommes et femmes s'accroît en 2009



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

(21,93 $). La croissance chez les plus âgés contraste avec celle notée l'an dernier (+ 6,0 %). Les 55 ans et plus ont donc, en 2009, une rémunération horaire inférieure de 0,61 $ à celle des 25-54 ans, tandis que l'écart de rémunération leur était favorable en 2008 (+ 0,15 $). Par ailleurs, en 2001, ces deux groupes obtenaient le même taux horaire, soit 18,02 $.

Le nombre d'heures de la semaine habituelle de travail des employés québécois a légèrement diminué en 2009, pour s'établir à 34,4 heures, soit le niveau le plus bas jamais atteint (série chronologique débutée en 1987). La semaine habituelle de travail des employés masculins (36,7 heures) est toujours plus longue que celle des femmes (32,2 heures) en 2009. Quant aux groupes d'âge, ce sont les 25-54 ans qui travaillent le plus d'heures chaque semaine (36,3 heures), suivis des 55 ans et plus (34,0 heures). La semaine habituelle de travail des 15-24 ans (26,5 heures) est nettement plus courte. Par rapport à 2008, la semaine habituelle de travail des 15-24 ans et celle des 25-54 ans ont diminué, respectivement de 0,4 et 0,1 heure, alors que la semaine chez les plus âgés a augmenté de 0,3 heure. Si l'on considère l'ensemble des travailleurs (incluant les travailleurs autonomes), la semaine habituelle de travail est de 35,3 heures, tout comme en 2008.

La situation dans les régions administratives[6]

La création d'emplois

Montréal a subi autant de pertes d'emplois que l'ensemble du Québec en 2009

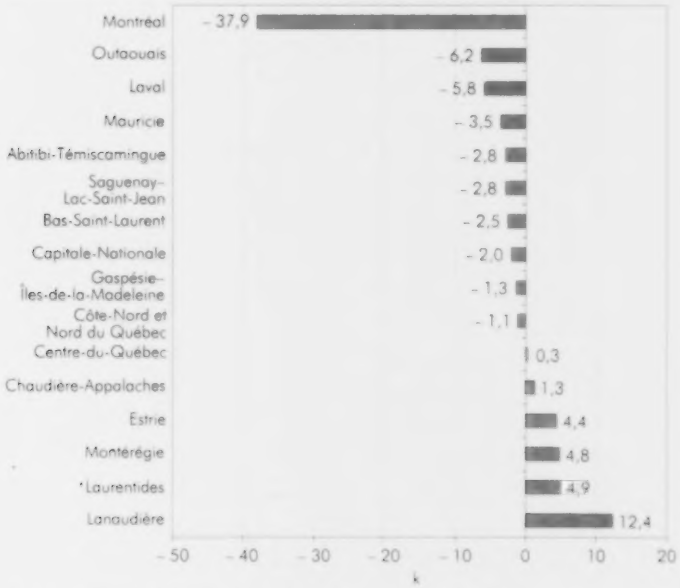
En 2009, les pertes d'emplois ne sont pas identiques d'une région administrative à une autre. En effet, il s'est perdu des emplois dans 10 régions administratives, alors qu'il s'en est créé dans 5; une région, soit le Centre-du-Québec, affiche une relative stabilité (voir figure 10). La région de Montréal est celle où l'on observe la plus importante perte nette d'emplois (– 37 900), suivie loin derrière par les régions de l'Outaouais (– 6 200) et de Laval (– 5 800). Dans ces trois régions, le secteur des services a perdu un nombre plus important d'emplois que celui des biens : les pertes y sont respectivement de 29 300 et 8 500 dans la région de Montréal, de 3 900 et 2 200 en Outaouais, et enfin, de 4 100 et 1 800 à Laval. Dans la région de Montréal, les industries ayant perdu le plus d'emplois sont l'hébergement et les services de restauration (– 11 000), le transport et l'entreposage (– 8 900) ainsi que la fabrication (– 5 600). Des gains sont enregistrés dans les régions de Lanaudière (+ 12 400), des Laurentides (+ 4 900) et de la Montérégie (+ 4 800). Dans la région de Lanaudière, la hausse de l'emploi a profité tant au secteur des biens (+ 6 000) qu'à celui des services (+ 6 600). La croissance la plus forte concerne la fabrication (+ 6 100), alors que l'industrie de l'information, de la culture et des loisirs y affiche un recul (– 4 000).

La région de Lanaudière n'a pas seulement connu la création d'emplois la plus importante en nombre en cette année de récession au Québec, mais elle présente aussi, en pourcentage, la plus forte variation de l'emploi. En effet, sa variation a été de 5,6 %, tandis que la région de Montréal a subi une variation à la baisse de 4,0 %.

Outre la région du Centre-du-Québec, les régions de la Côte-Nord et Nord-du-Québec, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et de Chaudière-Appalaches présentent les variations d'emplois les plus faibles en 2009.

6. Les données présentées sont en fonction du lieu de résidence du répondant et non en fonction de son lieu de travail.

Figure 10
Montréal et Lanaudière sont les seules régions à connaître une variation de plus de 10 000 emplois en 2009



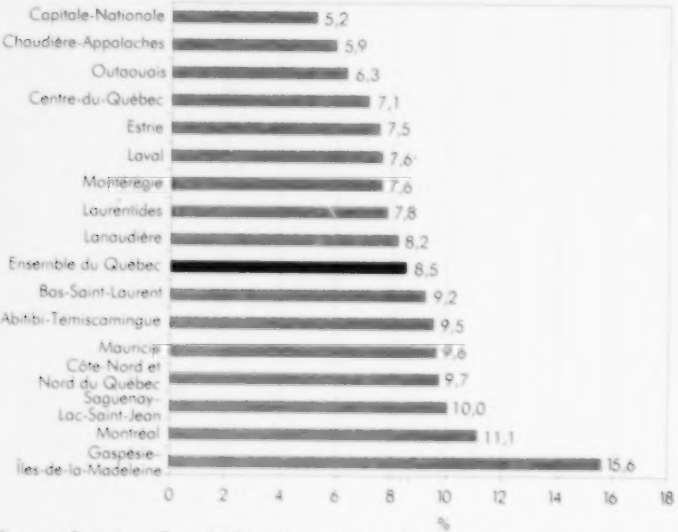
Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

Le taux de chômage et le taux d'emploi

Le taux de chômage est à son plus bas en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

En 2009, sept régions administratives ont un taux de chômage supérieur à la moyenne québécoise (8,5 %), tandis que les neuf autres affichent un taux inférieur (voir figure 11). Une fois de plus, c'est la région de la Capitale-Nationale qui présente le plus faible taux de chômage, soit 5,2 %. Le taux de chômage de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine demeure pour sa part le plus élevé au Québec (15,6 %). Il s'agit toutefois du taux le plus bas qu'ait connu cette région depuis le début de la série chronologique (1987). D'ailleurs, avec un recul de 1,7 point de pourcentage en 2009 par rapport à 2008 à ce chapitre, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine fait partie des trois régions où un repli de ce taux est observé malgré la récession. Les deux autres régions sont la Côte-Nord et Nord-du-Québec (– 1,5 point) et le Centre-du-Québec (– 0,7 point). En 2009, deux autres régions affichent un taux

Figure 11
La région de la Capitale-Nationale affiche toujours en 2009 le plus bas taux de chômage au Québec

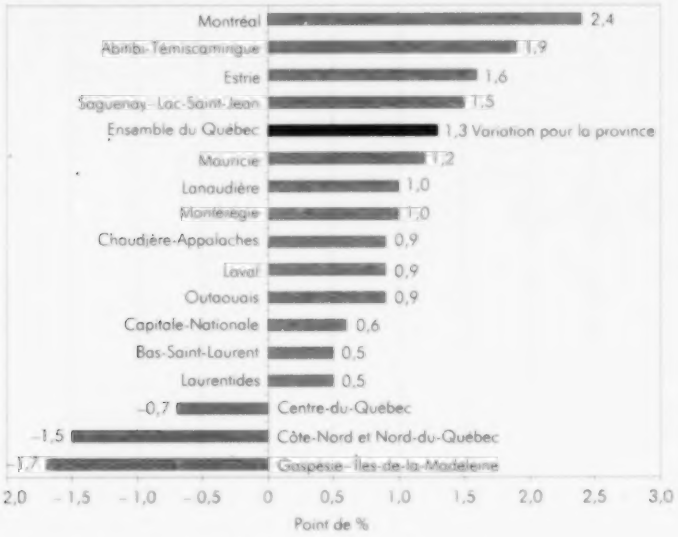


Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

de chômage supérieur ou égal à 10 %; il s'agit de Montréal (11,1 %) et du Saguenay–Lac-Saint-Jean (10,0 %).

C'est dans la région de Montréal que l'augmentation du taux de chômage entre 2008 et 2009 est la plus forte, soit 2,4 points de pourcentage. Dans les 12 autres régions où une hausse est observée, celle-ci varie de 0,5 à 1,9 point de pourcentage. Dans l'ensemble, sept régions affichent une progression de leur taux de chômage de 1 point ou plus.

Figure 12
Le taux de chômage diminue dans trois régions en 2009



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

En dépit de la récession, les régions de l'Estrie et de Lanaudière ont vu leur taux d'emploi augmenter

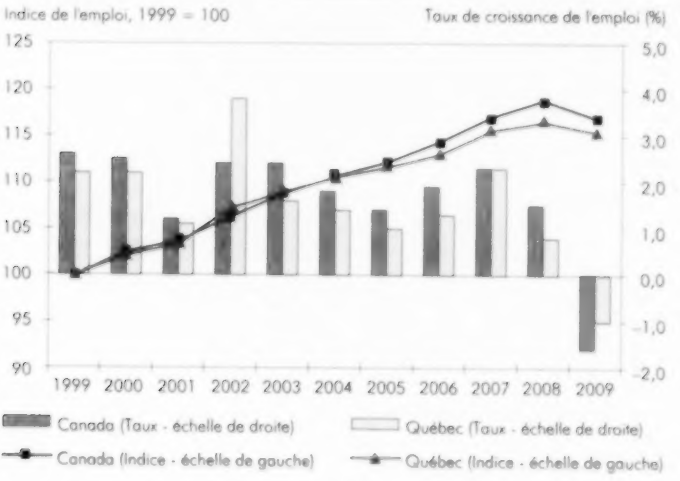
En 2009, neuf régions ont un taux d'emploi supérieur à la moyenne québécoise (59,7 %), tandis que les sept autres montrent un taux plus faible. Comme en 2008, et malgré un recul de 3,0 points de pourcentage, la région de l'Outaouais affiche le taux d'emploi le plus élevé (64,6 %) au Québec, contrairement à la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine qui se maintient toujours en dernière position, avec un taux d'emploi de 43,4 % (– 1,6 point). Cette dernière région demeure la seule où moins de la moitié de la population de 15 ans et plus est en emploi. Huit autres régions ont connu un recul de leur taux d'emploi inférieur à 2,0 points de pourcentage : Centre-du-Québec (– 0,3 point), Laurentides (– 0,3 point), Montérégie (– 0,6 point), Capitale-Nationale (– 0,8 point), Côte-Nord et Nord-du-Québec (– 1,1 point), Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 1,2 point), Bas-Saint-Laurent (– 1,6 point) et Mauricie (– 1,8 point). Quatre régions ont connu un repli supérieur à 2,0 points en 2009 : l'Outaouais (– 3,0 points), Laval (– 2,9 points), l'Abitibi-Témiscamingue (– 2,7 points) et Montréal (– 2,6 points). La région de Chaudière-Appalaches n'a pour sa part enregistré aucune variation de son taux d'emploi. L'Estrie (+ 1,1 point) et la région de Lanaudière (+ 1,6 point) voient, quant à elles, leur taux d'emploi augmenter.

La situation au Canada

Le Québec comparé avec l'ensemble du Canada

Par rapport à 1999, la croissance de l'emploi est légèrement plus faible au Québec (+ 15,5 %) qu'au Canada (+ 17,0 %) (voir figure 13). Pour la plupart des années de la période 1999-2009, l'emploi croît moins vite au Québec qu'au Canada; les seules exceptions sont l'année 2007 où les taux de croissance sont identiques et l'année 2002 où la croissance de l'emploi au Québec dépasse celle du Canada. L'année 2009, pour sa part, marquée par la récession, voit l'emploi chuter plus fortement au Canada (– 1,6 %) qu'au Québec (– 1,0 %).

Figure 13
L'indice de l'emploi montre une réduction de l'écart entre le Canada et le Québec en 2009



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

Le recul de l'emploi est environ une fois et demie moins important au Québec qu'au Canada en 2009

Le rythme des pertes d'emplois en 2009 au Québec (– 1,0 %; – 37 500 emplois) a été environ une fois et demie moins important qu'au Canada (– 1,6 %; – 276 900 emplois) (voir tableau 3). La Saskatchewan a su tirer son épingle du jeu, en affichant le seul gain de toutes les provinces (+ 1,5 %; + 7 900). Deux provinces montrent une stabilité de l'emploi, soit le Manitoba et le Nouveau-Brunswick. Les trois provinces les plus touchées par les pertes relatives d'emplois sont : Terre-Neuve-et-Labrador (– 2,5 %; – 5 400), la Colombie-Britannique (– 2,4 %; – 54 900) et l'Ontario (– 2,4 %; – 161 200).

En 2009, à l'échelle canadienne, les pertes ne touchent que les emplois à temps plein (– 348 300; – 2,5 %), alors que les emplois à temps partiel sont en hausse (+ 71 300; + 2,3 %). Comme pour le Québec, ce sont les hommes qui sont le plus affectés, avec un recul de 248 600 (– 2,8 %). Le repli de l'emploi féminin représente à peine plus du dixième de celui des hommes (– 28 300; – 0,3 %). Les taux d'emploi féminin et masculin au Canada sont respectivement de 58,3 % et 65,2 % en 2009 (au Québec, 56,7 % et 62,9 %).

Plusieurs différences ressortent de la comparaison entre le Canada et le Québec quant à l'évolution de l'emploi. En ce qui concerne les deux grands secteurs, on note qu'à l'échelle canadienne, toutes les baisses d'emplois proviennent du secteur des biens (– 284 900; – 7,1 %) alors qu'une modeste création d'emplois est constatée dans le secteur des services (+ 8 000; + 0,1 %). Au Québec, un recul est observé dans les deux secteurs, celui dans le secteur des biens étant supérieur à celui dans le secteur des services (respectivement – 2,5 % et – 0,5 %). Il s'est perdu un nombre important d'emplois au Canada dans les industries suivantes : la fabrication (– 179 700; – 9,1 %), la construction (– 70 800; – 5,7 %), le commerce (– 39 000; – 1,5 %) et le transport et l'entreposage (– 37 400; – 4,4 %). Rappelons qu'au Québec, cette dernière industrie (– 16 300; – 8,8 %) est, avec l'hébergement et les services de restauration (– 13 600; – 5,6 %) ainsi que la fabrication (– 11 400; – 2,1 %), la plus grande perdante au chapitre de l'emploi. Le recul de l'emploi dans l'industrie de la fabrication,

Tableau 3
Emploi et taux de chômage au Canada et dans les provinces, 2009

	Emploi			Taux de chômage	
	2009	Variation 2008-2009		2009	Variation 2008-2009
	k	k	%	%	Point de %
Canada	**16 848,9**	**-276,9**	**-1,6**	**8,3**	**2,2**
Terre-Neuve-et-Labrador	214,9	-5,4	-2,5	15,5	2,3
Île-du-Prince-Édouard	69,5	-0,7	-1,0	12,0	1,2
Nouvelle-Écosse	452,8	-0,4	-0,1	9,2	1,5
Nouveau-Brunswick	366,4	0,2	0,1	8,9	0,3
Québec	3 844,2	-37,5	-1,0	8,5	1,3
Ontario	6 526,1	-161,2	-2,4	9,0	2,5
Manitoba	606,9	0,2	0,0	5,2	1,0
Saskatchewan	520,6	7,9	1,5	4,8	0,7
Alberta	1 988,1	-25,2	-1,3	6,6	3,0
Colombie-Britannique	2 259,4	-54,9	-2,4	7,6	3,0

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

observé dans toutes les provinces canadiennes, a été très fort en Ontario (– 104 400; – 11,6 %) et, dans une moindre mesure, en Alberta (– 21 000; – 14,6 %) et en Colombie-Britannique (– 23 600; – 12,6 %). Comme le Québec (+ 11 300; + 2,4 %), le Canada enregistre des gains d'emplois importants dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale (+ 51 600; + 2,7 %).

Malgré une augmentation moins forte au Québec qu'au Canada (+ 1,3 et + 2,2 points de pourcentage respectivement), le taux de chômage demeure plus élevé au Québec (8,5 %) que dans l'ensemble du Canada (8,3 %).

Les taux d'activité et d'emploi canadiens demeurent plus élevés que les taux québécois

En 2009, la variation du taux d'activité au Canada a été identique à celle notée au Québec, soit une réduction de 0,5 point de pourcentage; toutefois, l'écart qui sépare les deux taux est de 2,1 points en faveur du Canada. Ces taux sont respectivement de 67,3 % au Canada et 65,2 % au Québec. Pour sa part, le taux d'emploi a diminué plus fortement au Canada (– 1,9 point) qu'au Québec (– 1,2 point). Les taux d'emploi canadien et québécois sont respectivement de 61,7 % et 59,7 %; un écart de 2,0 points est donc observé, toujours en faveur du Canada.

Au Canada, la rémunération horaire moyenne est de 22,05 $ en 2009, en hausse de 3,4 % (+ 0,73 $) par rapport à 2008. Cette augmentation est légèrement inférieure à celle observée au Québec (+ 3,8 %; + 0,77 $). L'écart entre les taux de croissance canadien et québécois de la rémunération horaire a donc rétréci : il était de 1,0 point de pourcentage en 2008 en faveur du Canada (taux de croissance respectifs de 4,5 % et 3,5 %). Un taux de croissance de la rémunération horaire supérieur à 4,0 % est noté dans toutes les provinces de l'Atlantique, à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador (+ 3,8 %). La Saskatchewan a enregistré le taux le plus élevé (+ 5,9 %), alors que l'Ontario ferme la marche (+ 2,7 %). Cependant, l'inflation diffère d'une province à l'autre; elle se situe entre – 0,2 % à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse et + 1,2 % en Saskatchewan. La prise en compte de l'inflation ramène la hausse de la rémunération à 3,1 % pour l'ensemble du Canada. Au niveau des provinces, la considération de l'inflation fait en sorte que le Québec (+ 3,1 %) se retrouve parmi les trois dernières, avec le Manitoba (+ 2,6 %) et l'Ontario (+ 2,3 %), tandis que la Nouvelle-Écosse (+ 5,1 %), qui a connu une déflation en 2009, se voit hissée à la première place en termes de croissance du salaire horaire moyen.

En 2009, les employés canadiens travaillent habituellement plus d'heures que leurs homologues québécois, soit 35,2 contre 34,4 heures. On constate que la semaine habituelle de travail diminue de 0,3 heure au Canada et de 0,1 heure au Québec entre 2008 et 2009. Les employés de Terre-Neuve-et-Labrador sont ceux qui travaillent habituellement le plus d'heures durant la semaine (37,7 heures), alors que c'est au Québec que les employés en travaillent le moins.

La situation dans les autres provinces

L'Ontario a subi les plus grosses pertes d'emplois au Canada

Avec 161 200 (– 2,4 %) emplois de moins en 2009, l'Ontario est la province qui a perdu le plus grand nombre d'emplois au Canada (près des trois cinquièmes). L'industrie de la fabrication représente à elle seule 64,8 % de ce total; sa chute a entraîné celle du secteur des biens (– 9,4 %). Le secteur des services a mieux résisté (- 0,3 %) : cinq industries ont même vu leur niveau d'emplois augmenter. Il s'agit des secteurs d'activité suivants : finance, assurances, immobilier et location (+ 34 200; + 7,2 %), autres services (+ 26 200; + 9,3 %), soins de santé et assistance sociale (+ 10 300; + 1,5 %), information, culture et loisirs (+ 10 200; + 3,3 %) et enfin, services professionnels, scientifiques et techniques (+ 9 800; + 2,0 %). Le taux de chômage ontarien a augmenté de 2,5 points de pourcentage (9,0 %); il s'agit de son plus haut niveau depuis 1996. Les taux d'activité et d'emploi s'élèvent à 67,3 % et 61,2 %, en baisse de 0,8 point et 2,4 points respectivement.

L'Alberta présente toujours les taux d'activité et d'emploi les plus élevés du pays

En perdant 25 200 emplois en 2009, l'Alberta a connu une régression à ce chapitre de 1,3 %. La création d'emplois dans le secteur des services (+ 22 000; + 1,5 %) n'a pas suffi à compenser les pertes dans le secteur des biens (– 47 200; – 8,2 %). Les industries de l'hébergement et des services de restauration (+ 12 200; + 10,7 %) et des autres services (+ 8 900; + 9,8 %) ont été particulièrement dynamiques en termes de création d'emplois. À l'opposé, le commerce (– 15 500; – 4,9 %), la construction (– 13 500; – 6,6 %) et les services professionnels, scientifiques et techniques (– 12 500; – 7,6 %) ont connu les pertes les plus importantes. Le taux de chômage albertain a augmenté de 3,0 points en 2009, pour se fixer à 6,6 %. Après les sommets atteints en 2008, les taux d'activité et d'emploi de l'Alberta ont respectivement reculé à 74,3 % (– 0,4 point de pourcentage) et 69,4 % (– 2,6 points), mais demeurent les plus élevés au Canada.

Seule la Saskatchewan enregistre une croissance de l'emploi

La Saskatchewan (+ 1,5 %) est la seule province à connaître une croissance de l'emploi en cette année de récession; la Colombie-Britannique voit l'emploi reculer de 2,4 %, alors qu'aucun changement n'est observé du côté du Manitoba. Dans le cas de la Saskatchewan, 7 900 emplois ont été créés en 2009, principalement dans le secteur des services (+ 7 700). Quant à la Colombie-Britannique, le secteur des biens a perdu 55 000 emplois. Au Manitoba, la stabilité de l'emploi résulte du fait que la création d'emplois dans le secteur des services (+ 8 400) a été suffisante pour compenser les pertes dans le secteur des biens (– 8 200). Les taux de chômage de ces trois provinces sont parmi les plus faibles au pays (entre 4,8 % et 7,6 %). Les taux d'activité et d'emploi des provinces de l'Ouest sont supérieurs à la moyenne canadienne, à l'exception de ceux de la Colombie-Britannique (66,0 %; 61,0 %).

Terre-Neuve-et-Labrador connaît le plus important recul relatif de l'emploi au Canada

Le Nouveau-Brunswick est la seule province de l'Atlantique à ne pas avoir perdu d'emplois et montre une relative stabilité (+ 0,1 %). Par contre, Terre-Neuve-et-Labrador enregistre la plus grande variation relative de l'emploi au Canada, soit un recul de 2,5 % (– 5 400). Les taux de chômage des provinces de l'Atlantique sont plus élevés que ceux du Canada et du Québec; la province de Terre-Neuve-et-Labrador (15,5 %) arrive en tête, suivie de l'Île-du-Prince-Édouard (12,0 %), de la Nouvelle-Écosse (9,2 %) et enfin, du Nouveau-Brunswick (8,9 %). En ce qui concerne les taux d'activité et d'emploi, ils sont en deçà de la moyenne canadienne, exception faite du taux d'activité de l'Île-du-Prince-Édouard.

Les perspectives pour 2010

Depuis la publication de leurs prévisions à l'automne 2009, les analystes économiques ont révisé à la hausse leurs perspectives relatives à l'évolution de l'emploi et à la baisse celles relatives au taux de chômage[7]. En effet, ils s'entendent maintenant sur la reprise de la croissance, tout en faisant preuve d'un optimisme modéré en raison des incertitudes qui continuent de planer sur l'économie.

Les analystes prévoient une hausse de l'emploi en 2010 se situant dans une fourchette allant de 0,4 % à 1,1 % pour le Québec. Quant au taux de chômage, il s'établirait entre 8,3 % et 8,8 % selon les nouvelles prévisions, soit un taux nettement plus faible que ce qui avait été publié à l'automne 2009.

Pour l'ensemble du Canada, les perspectives sont légèrement plus élevées en ce qui concerne l'emploi et un peu plus faibles en ce qui a trait au taux de chômage. Les prévisionnistes s'attendent à une croissance de l'emploi allant de 0,6 % à 1,3 % et à un taux de chômage se situant entre 8,2 % et 8,7 %.

7. Les prévisions proviennent des institutions financières suivantes : Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec, Banque Nationale, Banque Royale du Canada et BMO Capital Markets.

Une approche différente

Dans l'analyse qui vient d'être présentée, les variations annuelles de l'emploi et des autres indicateurs du marché du travail sont déterminées à partir de la comparaison de la moyenne annuelle des douze mois de l'année à l'étude. L'analyse serait différente si le calcul était basé sur la variation de l'emploi du mois de décembre de l'année analysée par rapport au mois de décembre de l'année précédente. Ces deux méthodes comportent des avantages et des inconvénients. Nous avons privilégié dans ce bilan les variations basées sur la moyenne annuelle puisque cette statistique permet une meilleure analyse sur une plus longue période. Le calcul de la moyenne assure un certain lissage des données en éliminant les fluctuations mensuelles liées aux éléments conjoncturels. Cela permet de mettre davantage en évidence les tendances du marché du travail.

La méthode des variations de décembre à décembre permet de dégager les tendances les plus récentes du marché du travail au cours de l'année analysée. Toutefois, les résultats peuvent être affectés par des données exceptionnellement élevées ou faibles pour les mois de décembre qui servent à calculer les variations. Il est certain que la moyenne annuelle peut, à l'inverse, cacher des mouvements qui auraient pu être détectés en analysant la variation de décembre à décembre.

En appliquant les deux méthodes à l'année 2009, on aboutit à des situations différentes quant à l'emploi au Québec. Entre décembre 2008 et décembre 2009, on observe un recul (– 17 900) moins important que le repli moyen noté en 2009 (– 37 500). Cette dernière méthode de calcul conduit ainsi à un écart plus faible que la variation annuelle, parce qu'elle ne tient pas compte de l'évolution en dents de scie de l'emploi au cours de l'année. En effet, au cours des trois premiers mois de l'année 2009, l'emploi était constamment en baisse. Au deuxième et au troisième trimestre, des hausses et des baisses de l'emploi se succèdent, puis une hausse continue est observée au dernier trimestre. Ainsi, le niveau d'emploi de décembre 2009, résultat de cette remontée récente, se rapproche davantage de celui de décembre 2008; cela explique la faible baisse notée avec la méthode des variations de décembre à décembre.

Portrait du marché du travail au Québec en 2009, variation[1] décembre à décembre, données désaisonnalisées

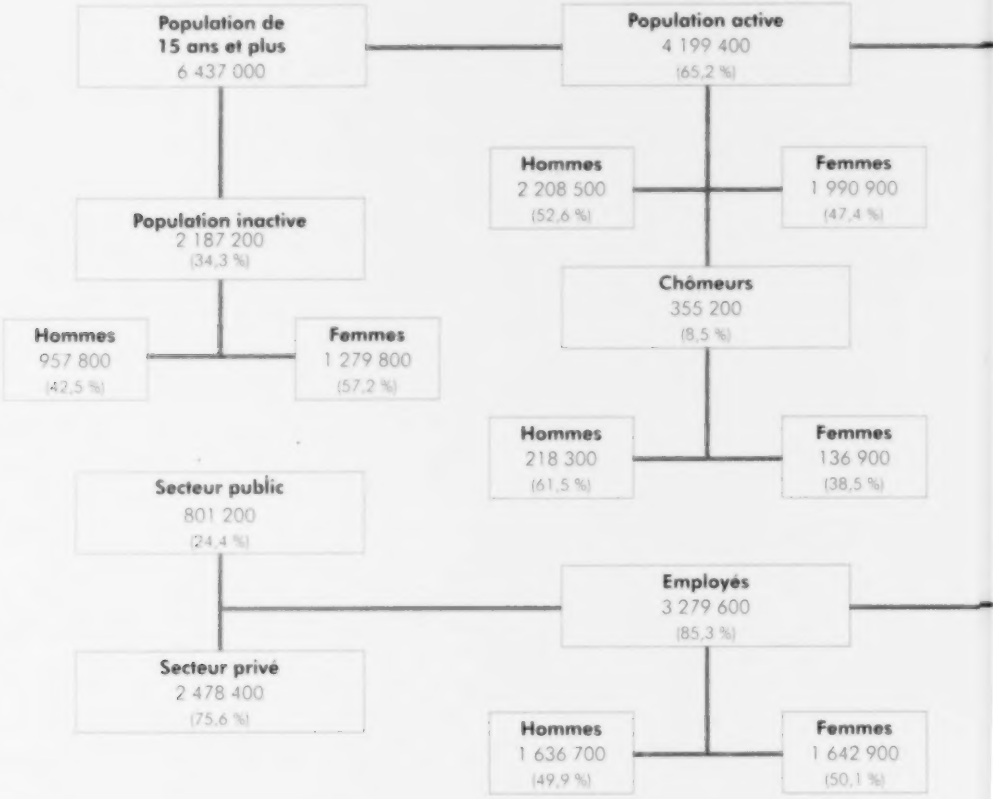
		déc-08	déc-09	Variation déc 2008 - déc 2009	
		k		k	%
15 ans et plus	**Population active**	**4 191,6**	**4 212,2**	**20,6**	**0,5**
	Emploi	3 876,3	3 858,4	-17,9	-0,5
	Emploi à temps plein	3 133,7	3 137,9	4,2	0,1
	Emploi à temps partiel	742,6	720,5	-22,1	-3,0
	Taux de chômage (%)	7,6	8,4	...	0,8
	Taux d'activité (%)	65,5	65,1	...	-0,4
	Taux d'emploi (%)	60,6	59,6	...	-1,0

1. Toutes les variations de taux sont exprimées en points de pourcentage.
... N'ayant pas lieu de figurer.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Traitement : Institut de la statistique du Québec.

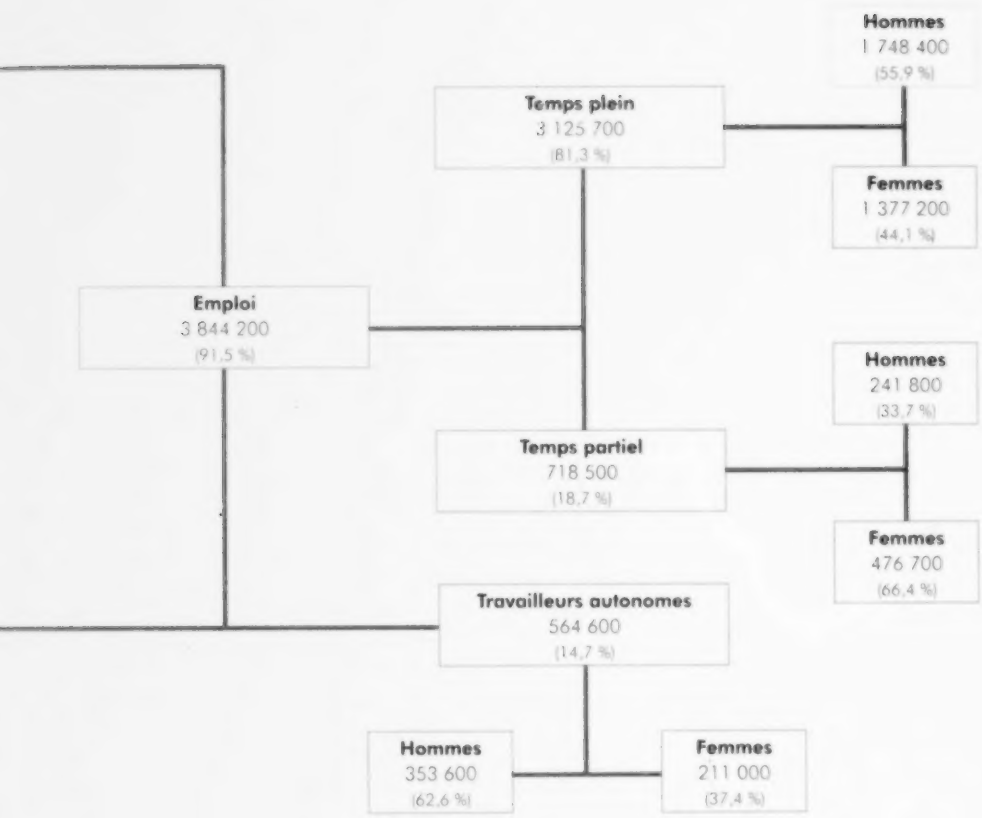
Organigramme de la population active au Québec en 2009[1]



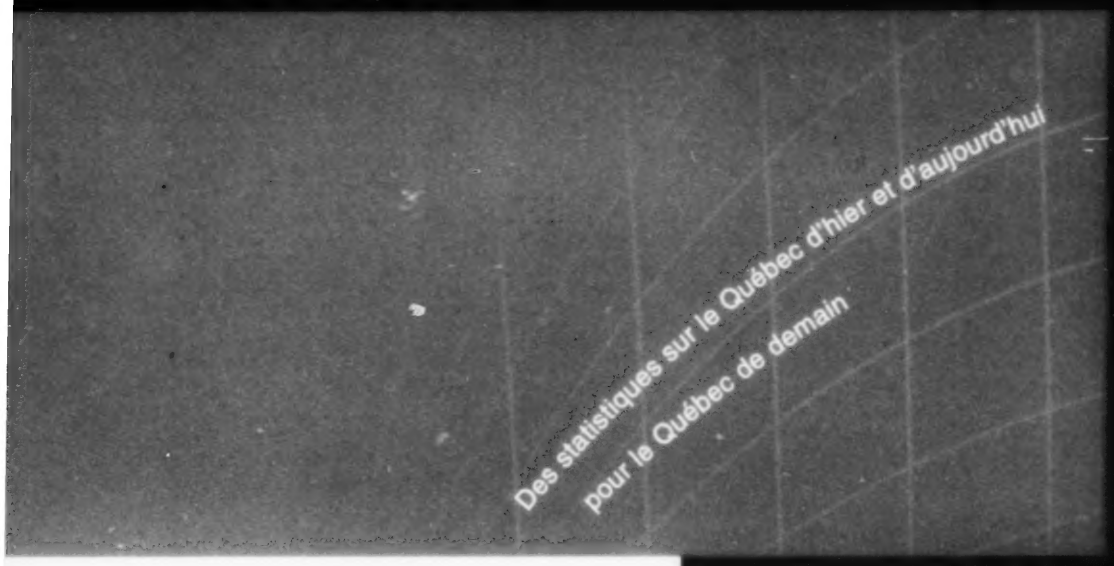
- La population active comprend les personnes civiles de 15 ans et plus en emploi ou au chômage, hors institutions.
- Les personnes au chômage sont celles disponibles pour travailler et en recherche active d'emploi.
- Les employés sont ceux qui travaillent directement pour le compte d'un employeur.
- Le secteur public comprend les administrations publiques fédérale, provinciale et municipale, les sociétés d'État et autres organismes financés par l'État.

1. En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.



- Les travailleurs autonomes sont ceux et celles travaillant à leur propre compte. Ils peuvent avoir de l'aide rémunérée (employés).
- Les employés à temps plein travaillent habituellement 30 heures ou plus par semaine.
- Les employés à temps partiel travaillent habituellement moins de 30 heures par semaine.



L'*État du marché du travail au Québec. Bilan de l'année 2009* a pour objectif de présenter la situation du marché du travail au Québec en 2009; cette situation est également mise en perspective avec les tendances observées pendant les dernières années. Cette brochure porte sur les principaux indicateurs selon diverses ventilations, notamment les caractéristiques des personnes, les secteurs d'activité, le régime de travail et le lien d'emploi. Une brève analyse de la rémunération et des heures de travail y est aussi présentée. Enfin, on jette un regard sur la situation dans les régions administratives ainsi qu'à l'échelle canadienne et dans les autres provinces.

L'*État du marché du travail au Québec. Bilan de l'année 2009* répond aux besoins de ceux qui veulent disposer d'un portrait actuel de l'état du marché du travail et de son évolution récente. Les travailleuses et les travailleurs, les entreprises, les organisations syndicales, les associations professionnelles, les milieux gouvernementaux et ceux de la recherche y trouveront une analyse statistique pertinente et concise du marché du travail au Québec en 2009.

Institut de la statistique
Québec